VILLE DE JOEUF
CONSEIL MUNICIPAL

NOTE DE SYNTHÈSE

**sur les questions soumises au Conseil Municipal au cours de sa
réunion du**

11 septembre 2025

en application de l'article L.2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales

1- FINANCES

L'ensemble de ces points a été étudié et validé par la commission des finances le 2 septembre 2025

1.1- Avenant n°1 à la convention de mise à disposition de locaux avec O.L.C. et la M.J.C. (PJ)

Par délibération du 29 juin 2023, la ville a mis à disposition de la MJC, délégataire de service public pour le compte d'O.L.C., le foyer Mondon et le bâtiment « Les Renardeaux » à la salle Curel.

La convention règle les droits et obligations des parties et notamment les charges récupérables auprès de la CCOLC (eau, électricité, chauffage, frais de maintenance).

Le C.C.A.S. de la ville de Joeuf étant propriétaire du foyer Mondon, il convient d'intégrer cette collectivité dans la convention.

Il sera donc proposé au conseil municipal d'approuver la signature d'un 1^{er} avenant prévoyant cette modification.

1.2- Suppression de la subvention à la Mission Locale

Par délibération du 26 mai 2025, le conseil municipal a approuvé le versement de subventions aux associations, et notamment 1 800 € à la Mission Locale des Pays de Briey.

Compte tenu du fait que l'association considère que la ville est sur un niveau de financement à ses yeux insuffisants, elle a décidé d'écarter tout événement organisé par elle sur le territoire Jovicien. Cette décision totalement inacceptable conduit Monsieur le Maire à proposer au conseil municipal d'annuler l'octroi de la subvention.

1.3- Remboursement de frais aux coopératives des écoles élémentaire de Génibois et maternelle de Ravenne pour l'opération « faites de l'oral »

L'école maternelle de Ravenne et l'élémentaire de Génibois ont participé au concours « Faites de l'Oral » en mai et juin 2025 et ont acheté des livres pour récompenser les participants, sur leur coopérative scolaire, à la demande de la coordinatrice REP.

Il sera proposé au conseil municipal d'autoriser le remboursement de ces achats, qui s'élèvent à 27,00 € pour l'école maternelle de Ravenne et 69,30 € pour l'école élémentaire de Génibois.

2-RESSOURCES HUMAINES

2.1- Actualisation du régime indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) (PJ)

Suite à l'instauration, au 1^{er} mars 2025, de l'abattement de 10 % sur les salaires en cas de congé de maladie ordinaire, la ville n'avait pas besoin de délibérer à nouveau dans la mesure où la formule « le RI (régime indemnitaire) suit le sort du traitement » était utilisée dans le corps de la délibération.

Or, une circulaire préfectorale du 1^{er} août 2025 préconise, par sécurité juridique, d'y inscrire les références aux textes de loi concernés. Il convient donc d'actualiser la délibération en ce sens.

Par ailleurs, il est proposé au conseil municipal de revaloriser les plafonds d'IFSE et de prévoir l'attribution du régime indemnitaire sur des emplois non permanents pour tout contrat supérieur ou égal à 3 mois (6 mois actuellement).

2.2- Actualisation du régime indemnitaire de la police municipale : Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement (PJ)

Par délibération du 24 octobre 2024, le conseil municipal a approuvé l'institution de l'Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement pour la filière de la police municipale.

Compte tenu de la loi de finances 2025 qui a instauré un abattement de 10 % sur le traitement des agents pendant les 3 premiers mois de congé de maladie ordinaire, une circulaire préfectorale du 1^{er} août 2025 préconise d'intégrer expressément cette mention ainsi que les textes de référence dans le corps de la délibération.

Il est donc proposé au conseil municipal d'actualiser la délibération relative à l'attribution de l'ISFE.

3- MARCHES PUBLICS – TRAVAUX

3.1- Avenant n° 2 au marché de requalification de la rue de Franchepré (tranche 2)

Suite à divers ajustements en cours de chantier, le maire proposera au conseil municipal d'approuver un avenant n°2 au marché de requalification de la rue de Franchepré pour un montant de 8 159,58 €, selon le détail suivant :

2.9	Rebotage mécanique de chaussée	-	4 823,49 €	-	4 823,49 €
3.1	Fourniture et pose de bordures T2 granit	-	1 637,37 €	-	1 637,37 €
PN	Fourniture et pose de bordures P3 granit (PN 60e X 22)		1 320,00 €		1 320,00 €
3.2	Fourniture et pose de caniveau en 1 rang pavés granit		23 265,75 €		23 265,75 €
3.3	Fourniture et pose de caniveau en 2 rangs pavés granit		4 700,32 €		4 700,32 €
3.4	Construction de structure trottoir		2 005,68 €		2 005,68 €
3.5	Fourniture et pose de 2 rangs de pavés en ligne sur trottoir	-	18 566,12 €	-	18 566,12 €
3.6	Fourniture et pose de béton désactivé	-	3 791,85 €	-	3 791,85 €
3.7	Fourniture et pose de pavés granit mat (aspect grenailé) 10x20x8		3 624,00 €		3 624,00 €
3.9	Couche d'accrochage		38,57 €		38,57 €
3.10	Enrobés 0/6mm à 100kg/m2		413,82 €		413,82 €
4.1	Déplacement d'avaloir		3 565,65 €		3 565,65 €
6.1	Création de noue d'infiltration	-	2 823,08 €	-	2 823,08 €
6.2	Fourniture et mise en œuvre de terre végétale	-	465,29 €	-	465,29 €
7.1	Marquage à la peinture à chaud de bande de 0.10m continue ou discontin		32,24 €		32,24 €
7.2	Marquage de surface à la peinture à chaud		225,75 €		225,75 €
7.3.9	Panneau cédez le passage à l'intersection AB3A + panonceau M9C		344,00 €		344,00 €
9.6	Fourniture de panneaux avec support		731,00 €		731,00 €
	Total		24 290,40 €		8 159,58 €

3.2- Avenant n° 1 lot 1 du marché d'aménagement participatif des cours d'école élémentaire de Génibois et maternelle Louise Michel

Suite à divers aléas de chantier, le maire proposera au conseil municipal d'approuver un avenant n°1 au lot 1 VRD du marché d'aménagement participatif des cours d'école élémentaire de Génibois et maternelle Louise Michel pour un montant de 6 576,03 € selon le détail suivant :

	Désignation	Unité	Qté	PU. HT	Montant
1VO.8.1 Jardin					
1VO.8.1	Cavité Jardin : dalle de réduction 1200x1200mm + tampon fonte	FFT	1	564,54	564,54
1VO.8.2	Ancien regard des eaux pluviales jardin : démolition en laissant sur place les gravats	FFT	1	179,16	179,16
1VO.8.3	Dépose et repose d'une clôture pour passage d'une pelle à pneu pour le terrassement	FFT	1	1 380,48	1380,48
				Sous-total	2 124,18
1VO.9 Ecole Maternelle					
1VO.9.1	Réutilisation d'un ancien regard EP sous le préau comme surverse, comprenant le raccordement au regard avec filtre, la mise en place d'une réhausse en béton et la mise à la côte finie d'un tampon en fonte	FFT	1	1 093,50	1093,5
1VO.9.2	Dépose d'une clôture	ml	30	15,12	453,6
				Sous-total	1 547,10
1VO.10 Ecole Elémentaire					
1VO.10.1	Remplissage d'un ancien carneau avec les matériaux du site et réalisation d'une petite dalle en béton sur le dessus	FFT	1	986,82	986,82
(*derrière le terrain*)					
1VO.10.2	Remplissage d'une structure béton reprenant les anciennes toilettes avec des matériaux du site et démolition des poutres en l	FFT	1	613,68	613,68
(*au niveau de l'entrée principale*)					
1VO.10.3	Enrochement avec mise en place de béton devant l'ouverture des anciennes toilettes	FFT	1	750,94	750,94
(*au niveau de l'entrée principale*)					
1VO.10.4	Aération de la chaufferie – mise en place d'un tuyau D250mm coudé avec une grille d'avaloir	FFT	1	553,31	553,31
1VO.10.5	Bloc-marche pour l'escalier devant l'école	FFT	1	2 069,23	2069,23
				Sous-total	2 904,75
				Total H.T	6 576,03
				T.V.A 20,00%	1 315,21
				Montant T.T.C.	7 891,24

3.4- Création d'un musée du football ouvrier et de l'immigration : changement du lieu d'implantation

M. le Maire rappellera à l'assemblée que le projet du musée du football ouvrier et de l'immigration était initialement prévu sur le site de l'ancien collège Maurice Barrès, puis au sein de l'église Notre Dame de Franchepré. L'idée d'implantation du projet sur ces deux sites a du être abandonnée, le premier parce qu'il ne correspondait plus aux exigences de l'opération, le second parce que le diocèse s'oppose à l'achat de l'édifice par la ville à un prix raisonnable. M. le Maire expliquera qu'une nouvelle opportunité s'est révélée récemment. En effet, le bâtiment des grands bureaux, dit CAEF, va être libéré par ses occupants avant le 31 décembre 2025. Ce bâtiment étant propriété de la ville et répondant parfaitement aux besoins du futur musée, tant en terme de surface, d'emplacement que du point de vue de son histoire, il sera le lieu idéal d'implantation du musée. Pour information, l'équipe de muséographie commence à travailler sur le projet, après avoir visité les locaux récemment. Le nouveau chiffrage global n'est pas encore défini. M. le Maire demandera au conseil de valider ce nouveau lieu pour le musée du football ouvrier et de l'immigration et de l'autoriser à lancer toutes les demandes de financement possibles, tant auprès des partenaires institutionnels que privés.

4- URBANISME

4.1- Convention avec la SNCF pour l'installation d'un abri-vélos sur sa propriété (P.J.)

M. l'adjoint à l'urbanisme expliquera que, comme cela a été fait dans d'autres endroits de la ville, un abri-vélos a été installé sur le trottoir près de la gare. Or il s'avère que cet emplacement ne relève pas du domaine public de la commune, mais de celui de la SNCF. Une convention a été rédigée pour valider cette installation. Le conseil municipal sera sollicité pour autoriser M. le Maire ou son représentant à signer ladite convention.

4.2- Conventions Orne THD (P.J.)

Monsieur l'adjoint à l'urbanisme rappellera que par délibération n° 20250526_11 du 26 mai 2025, le Conseil municipal a autorisé M. le Maire à signer une convention de programmation et de suivi de déploiements Fthh avec Orne THD.

Or, ce déploiement nécessite l'installation de six (06) armoires accueillant des Sous-Répartiteurs Optique (SRO) et d'un Nœud de Raccordements Optiques (RNO). Considérant la nécessité d'encadrer ces installations par voie de convention, il sera proposé au Conseil d'autoriser :

-M. le Maire ou son représentant à procéder à la signature desdites conventions.

M. le Maire ou son représentant à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre et au respect des dispositions desdites conventions.

4.3- Cession de biens (P.J.)

M. l'adjoint rappellera que par délibération n° 20250414_31 en date du 14 avril 2025, le Conseil municipal a approuvé le principe de cession des biens ci-dessous et a autorisé M. le maire ou toute personne déléguée par lui à engager des négociations, sous les formes et conditions qu'il aura définies en vue de recueillir les offres des acquéreurs intéressés :

Biens	Adresse
Batterie de 3 garages	45 B chemin du cimetière (AI 701)

Batterie de 3 garages	51 rue de Ravenne (AB 444)
Local à usage de Stockage	33 rue du commerce (AK 556)
Ancien immeuble des ST	1 rue Henri Schneider (AB 289)

Suite à l'appel à manifestation d'intérêt en date du 27 mai 2025, les offres reçues se présentent telles que présentées dans le document joint.

Celui-ci permet de proposer, pour l'acquisition des biens, les candidats suivants :

- Batterie de 3 garages au 45 B chemin du cimetière (AI701) : M. RITTER Denis résidant à Baslieux pour le prix de 12 252 euros en net vendeur

- Ancien immeuble des services techniques au 1 rue Henri Schneider (AB 289) : Madame RIBEIRO Céline et Monsieur ASSAD Denis résidant à Fameck et souhaitant acquérir au nom et pour le compte de leur structure conjointe, pour le prix de 290 000 euros en net vendeur

- Batterie de 3 garages au 51 rue de Ravenne (AB 444) : M. SUTERA SARDO Joseph résidant à Joeuf ayant fait une offre de 36 000 euros. Cependant, il est proposé d'autoriser une acquisition au prix de 33 500 euros, sur demande du candidat, compte tenu de la dégradation d'un des garages dont il n'avait pas pu prendre connaissance en raison d'une occupation temporaire en cours lors de la première visite.

Il sera proposé au conseil :

- De dire que les biens ci-dessus évoqués sont cédés aux personnes ou entités ci-dessus mentionnées et dans les conditions présentées ci-dessus.

- D'autoriser le Maire ou l'adjoint délégué à procéder à la signature des actes et de prendre toute mesure utile à l'exécution de ces cessions et le cas échéant, à engager toute procédure nécessaire à cette fin.

4.4- Cession de l'immeuble AK 556 – 33 rue du commerce

L'adjoint délégué à l'urbanisme rappellera que la procédure d'appel à manifestation d'intérêt visant à céder les biens communaux tels qu'autorisé par la délibération n° 20250414_31 en date du 14 avril 2025 n'a pas permis de trouver un acquéreur pour ce bien.

Il rappelle que le service du domaine l'avait évalué à 35 000 euros hors taxes.

Par divers contacts avec les services communaux, Monsieur BENALOUACHE Hacin a souhaité acquérir ledit bien en vue de sa conversion en cinq logements.

Le Plan de Prévention des Risques d'inondation imposant que les logements doivent être construits uniquement au-dessus de la côte de crue, ce projet ne peut être viable qu'avec une surélévation des accès de 30 à 60 centimètres de part et d'autre de l'immeuble. Par Courrier en date du 22 août 2025, M. BENALOUACHE Hacin a fait une offre de 29 000 euros net vendeur à la commune.

Considérant que la procédure initiale n'a pas permis de trouver acquéreur et que les contraintes demeurent fortes sur ledit bien, il sera proposé au conseil :

- D'approuver la cession de ce bien à l'intéressé pour le prix de 29 000 euros soit à un prix inférieur à l'avis du domaine de 17,14% ;

- D'autoriser le Maire ou l'adjoint délégué à procéder à la signature des actes et de prendre toute mesure utile à l'exécution de ces cessions et le cas échéant, à engager toute procédure nécessaire à cette fin.

4.5- Principe de permis de louer

La ville de Joeuf a adhéré à la convention de mise œuvre d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat avec les communes voisines et Orne Lorraine Confluences. Ladite convention recouvre le secteur de Franchepré, la rue de l'Hôtel de Ville, la rue du Commerce, la rue sous le moutier et vise une amélioration de l'habitat.

Considérant la nécessité de garantir un habitat digne, salubre et décent à toute personne habitant ces secteurs,

Il sera proposé au conseil, sur le territoire jovicien :

- d'autoriser le Maire à mobiliser les ressources nécessaires à la définition précise du périmètre et d'application du permis de louer et de la procédure qui s'y rapporte.

4.6- Avis sur le SCoTNord54

M. l'adjoint rappellera que le 2 juillet 2025, le syndicat Mixte du Scot Nord Meurthe-et-Moselle a transmis à la ville un projet de révision du Schéma de Cohérence du Territoire (SCoT) conformément aux dispositions de l'article L143-20 du Code de l'Urbanisme.

Après avoir pris connaissance des divers documents, il est proposé au conseil :

-D'émettre un avis favorable sous réserve de la prise en compte du site Europipe comme un site à vocation industrielle et artisanale.

4.7- Avis sur le PLUIH

M. l'adjoint rappellera que, par délibération en date du 26 juin 2025, le conseil communautaire d'Orne Lorraine Confluences a arrêté le projet de Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUIH). Conformément aux dispositions des articles L153-15 et suivants du Code de l'Urbanisme, le Conseil, après avoir pris connaissance des documents et plus particulièrement de l'Orientation d'aménagement et de programmation, est invité :

- A émettre un avis favorable au projet tel qu'arrêté.

4.8- Acquisition de parcelle dite « Decherf »

Monsieur l'Adjoint rappellera que la ville est porteuse d'un projet immobilier sur les parcelles AK 608 ; AK 550 et AK 379. Ce projet a fait l'objet d'un atelier visant à établir les possibilités de sa mise en œuvre au regard des contraintes minières.

Afin de raccorder les parcelles AK 550 et AK 608, dans la suite de la préemption de la AK 379, il était indispensable d'acquérir la AK 298.

La commune a reçu de la part des Consorts DECHERF, une proposition consistant à acquérir la partie jardin de la parcelle, seule suffisante à la réalisation du projet communal, d'une superficie d'environ 700 m² pour le montant de 30 000 euros hors droits et taxes. De plus, la

commune aurait à sa charge le financement total du découpage parcellaire pour un montant de 1 458,55 euros TTC.

Il sera proposé au conseil :

- D'approuver les modalités d'acquisition du bien visé
- D'autoriser le Maire ou toute personne déléguée à procéder à la signature de l'ensemble des documents nécessaires à la réalisation du projet d'acquisition.

4.9- Convention avec l'EPFGE – Acquisition de l'église Notre Dame de Franchepré

L'adjoint rappellera que le sujet avait été évoqué à plusieurs reprises lors des réunions du Conseil.

Le diocèse de Nancy souhaite céder l'église à un acquéreur non identifié à ce stade. Mais considérant l'implication de la Ville, l'attachement des joviciens à ce bien qui fait partie intégrante de l'histoire du territoire de Joeuf, la municipalité souhaite passer à une autre étape dans sa volonté de garder ladite église au sein du patrimoine jovicien et de l'affecter à des activités à caractère culturel.

Il rappellera également que les services du Domaine ont évalué le bien à 161 000 € hors taxes et droits dans leur avis du 15 avril 2025.

Il sera proposé au Conseil :

- D'autoriser le Maire ou son adjoint délégué à faire recours à une intervention de l'établissement public foncier en vue de l'acquisition dudit bien cadastré AI 1539 et de procéder à la signature de tout acte nécessaire à la réalisation du projet d'acquisition,
- De dire que tout accord sur un prix supérieur à celui indiqué ci-dessus fera l'objet d'une nouvelle délibération.

5- DIVERS

5.1- Modification des règlements d'utilisation des salles Curel et Parachini

M. le maire expliquera que le nouveau comptable public introduit des modifications dans les pratiques des services, notamment en ce qui concerne la gestion des salles municipales. A l'avenir, les locataires ne déposeront plus de chèque, ni pour la location, ni pour la caution, mais devront payer dès réception du titre de recettes **avant** le jour de location, sinon ils ne pourront obtenir les clefs de la salle. Les dégradations ou dommages éventuels seront soit pris en charge par l'assurance du preneur, soit facturés. Le remboursement de la location pourra avoir lieu dans trois cas :

- maladie, hospitalisation, décès du locataire ou d'un membre de sa famille (sur justificatif)
- utilisation de la salle par la ville ou sur décision de M. le Maire
- cas de force majeure (fait imprévisible, irréprouvable, extérieur échappant au contrôle du locataire).

Les règlements d'utilisation des salles Curel et Parachini votés le 18 décembre 2023 seront modifiés en conséquence.

6- INFORMATIONS

6.1- Décisions prises par délégation (P.J.)

24/06/2025	1.1	Commande publique	2025-DEC-052	Signature du marché Réfection d'étanchéité toiture Aweng
01/07/2025	7.1	Finances	2025-DEC-053	Emprunt de 200 000 € pour la renaturation des cours d'écoles de Genibois avec la Banque des territoires
07/07/2025	5.8	Ester en justice	2025-DEC-054	Décision d'ester en justice dans les requêtes formées par la société ORANGE contre la commune devant le Tribunal Administratif de Nancy
07/07/2025	7.10	Finances	2025-DEC-055	Portant dérogation au tarif de location de la salle Parachini des 28 & 29 juin 2025
11/07/2025	1.1	Commande publique	2025-DEC-056	Signature d'un marché avec MMD 54 pour le diagnostic du pont de l'Abattoir
28/07/2025	7.10	Finances	2025-DEC-057	Indemnité de sinistre concernant un véhicule
29/07/2025	7.10	Finances	2025-DEC-058	Prise en charge du sinistre automobile
30/07/2025	3.3	Patrimoine	2025-DEC-059	Espace Marie Curie : avenant n°3 au bail professionnel avec Madame FERRARI Mélanie, orthophoniste
30/07/2025	3.3	Patrimoine	2025-DEC-060	Espace Marie Curie : avenant n°1 au bail professionnel avec Monsieur VERLAINE Robin, ostéopathe
31/07/2025	9,1	Cimetière	2025-DEC-061	Renouvellement concession
31/07/2025	3.3	Patrimoine	2025-DEC-062	Espace Marie Curie : avenant n°3 au bail professionnel avec Monsieur THOMAS Pierre, médecin généraliste
31/07/2025	3.3	Patrimoine	2025-DEC-063	Espace Marie Curie : avenant n°3 au bail professionnel avec Monsieur PARNISARI Régis, kinésithérapeute
31/07/2025	3.3	Patrimoine	2025-DEC-064	Espace Marie Curie : avenant n°2 au bail professionnel avec Madame WERNER Ségolène, orthoptiste
01/08/2025	1.1	Marchés publics	2025-DEC-065	Modification du contrat d'abonnement de téléphonie mobile de la ligne 06 89 99 59 38
04/08/2025	3.3	Patrimoine	2025-DEC-066	Espace Corradini : avenant n°3 au bail professionnel avec le docteur Barbara EWERING
06/08/2025	3.3	Patrimoine	2025-DEC-067	Maison médicale : avenant n°4 au bail professionnel avec le docteur Julien KLINGLER
11/08/2025	3.3	Patrimoine	2025-DEC-068	Espace Corradini : avenant n°3 au bail professionnel avec le docteur LUPORSI Jean-Dominique
12/08/2025	7.10	Finances	2025-DEC-069	Indemnité de sinistre concernant le vol de matériels dans un véhicule

12/08/2025	7.10	Finances	2025-DEC-070	Budget annexe du cinéma Casino : admission en non-valeur
12/08/2025	7.10	Finances	2025-DEC-071	Budget annexe du pôle santé : admission en non-valeur
13/08/2025	7.10	Finances	2025-DEC-072	Budget principal : admissions en non-valeur
13/08/2025	1.1	Marchés publics	2025-DEC-073	Avenant 2 au marché de transports scolaires
18/08/2025	9.1	Cimetière	2025-DEC-074	Renouvellement concession O109/110
19/08/2025	9.1	Cimetière	2025-DEC-075	Renouvellement concession n°N2.14
19/08/2025	3.3	Patrimoine	2025-DEC-076	Espace Corradini : avenant n°1 au bail professionnel avec M. VUILLEMIN Louis, orthophoniste
21/08/2025	3.3	Patrimoine	2025-DEC-077	Espace Marie Curie : avenant n°3 au bail professionnel avec Mesdames LAFORGE et PELTIER, infirmières
25/08/2025	3.3	Patrimoine	2025-DEC-078	Espace Marie Curie : avenant n°2 au bail professionnel avec Monsieur AUBERTIN Frédéric, médecin généraliste
25/08/2025	3.3	Patrimoine	2025-DEC-079	Espace Marie Curie : avenant n°3 au bail professionnel avec la SCM de Mesdames DALLA-MORA & PILLA, infirmières
25/08/2025	7.10	Finances	2025-DEC-080	Démolition de l'ancien collège Maurice Barrès : demande de subvention auprès du Département Après mines